

Afghanistan : la sécurité doit précéder le rapatriement

(New York, 8 août 2003) Les gouvernements occidentaux devraient s'assurer que les réfugiés afghans ne sont pas renvoyés chez eux où ils doivent faire face à la violence, à des extorsions, à des attaques politiques et à des abus contre les femmes et les filles, a déclaré aujourd'hui Human Rights Watch. L'Afghanistan est encore trop peu sûr pour de nombreux réfugiés et beaucoup ont décidé de rentrer sans avoir une vision claire de la situation dans leur pays natal.

"Les gouvernements occidentaux prétendent aujourd'hui que parce que les Talibans ont été vaincus, de nombreux Afghans peuvent rentrer chez eux en toute sécurité," a déclaré Alison Parker, experte sur la question des réfugiés à Human Rights Watch. "Mais la réalité est tout à fait différente. De nombreux réfugiés rentrés du Pakistan ou de l'Iran subissent actuellement des attaques, des vols et des agressions sexuelles. Une persécution, c'est une persécution, qu'elle soit exercée par les Talibans ou par les seigneurs de la guerre locaux qui ont maintenant le contrôle."

De nombreux gouvernements occidentaux envisagent actuellement un rapatriement forcé d'Afghans vers leur pays déchiré par la guerre et plusieurs pays pratiquent ouvertement une tactique de pression pour accélérer les retours.

En avril, le Royaume Uni a renvoyé de force 21 Afghans vers leur pays déchiré par la guerre après leur avoir refusé le statut de réfugiés et le Danemark a renvoyé deux réfugiés ce mois-ci. En Belgique, 100 Afghans environ ont occupé une église et ont entamé une grève de la faim le 25 juillet après le rejet, par le gouvernement belge, de leurs demandes d'asile. En Australie, le gouvernement offre aux réfugiés afghans une incitation financière en liquide d'un montant de USD 5 640 pour rentrer chez eux. Le gouvernement britannique offre USD 3 818 par famille.

Selon le droit international, les gouvernements ont le devoir de protéger les réfugiés contre un retour vers des endroits où leur vie ou leur liberté seront menacées. Des rapports récents par Human Rights Watch ainsi que par le Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés montrent que de nombreux réfugiés sont confrontés, une fois rentrés, à de graves abus contre les droits humains et que la violence se poursuit à travers tout le pays. La police et les soldats ont arrêté et battu des Afghans parce qu'ils avaient critiqué le gouvernement ou essayé de constituer des partis politiques. Les femmes et les filles ne se rendent pas au travail ni à l'école et restent chez elle pour échapper au harcèlement, aux attaques et aux enlèvements.

Human Rights Watch a vivement encouragé les gouvernements occidentaux à prendre en considération l'instabilité actuelle de l'Afghanistan lorsqu'ils refusent des demandes d'asile ou des renouvellements de visa et à offrir à tout candidat potentiel au retour une description complète et exacte de ce qui les attend dans leur région.

"Trop souvent, les gouvernements prennent ces décisions sur la base de généralisations sur l'Afghanistan, sans prendre en considération, individuellement, pour chaque réfugié, sa région, son genre, son appartenance ethnique ou son affiliation politique," a déclaré Parker. "Même les soi-disant retours volontaires ne peuvent l'être véritablement que si les Afghans ont accès à des informations exactes sur les conditions dans leurs régions d'origine."

Human Rights Watch a également appelé l'Organisation Internationale pour les Migrations et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés à faire circuler ces informations.

Des récits de réfugiés afghans rentrés au pays sont disponibles à l'adresse :
<http://www.hrw.org/press/2003/08/afghan080803tst.htm>

Le rapport de Human Rights Watch récemment publié, intitulé Killing You is a Very Easy Thing for Us est disponible à l'adresse :
<http://www.hrw.org/reports/2003/afghanistan0703/>